



Impunité :
L'urgence de changer de cap
(Migrations, Israël-Palestine, environnement)

Journée de décryptage
Vendredi 11 décembre 2020, de 9h30 à 16h30



L'impunité érode les droits humains et la dignité des personnes, en même temps qu'elle abîme les mécanismes de contrôle démocratique et les rêves d'une société plus juste. Dans différentes parties du monde, nous observons des violations des droits humains et des désastres environnementaux qui restent impunis. Si les responsables de tels agissements ne sont pas sanctionné·e·s et si leurs actions ne sont pas entravées, les violations des droits humains et leur impunité persistent et deviennent de plus en plus dramatiques et dangereuses.

Les drames qui se multiplient aux portes de l'Europe du fait des politiques d'externalisation des politiques migratoires ; les violations des droits du peuple palestinien et les agissements illégaux de l'État israélien qui transgresse le droit international ; les crimes environnementaux qui continuent de dévaster la planète et toutes les espèces y habitant... L'impunité est un dénominateur commun à ces situations. Il a été choisi de croiser les analyses de ces situations de violation des droits, d'interroger les ressorts qui permettent leur existence et leur perpétuation et enfin de mettre en avant des mobilisations de la société civile dans des contextes où les mécanismes de l'impunité sont fortement présents.

L'urgence de changer de cap est de plus en plus pressante. La lutte contre « l'impunité » est l'un des leviers fondamentaux de la construction d'une société plus juste, solidaire, accueillante.

La question de l'impunité dévoile en effet de multiples facettes. L'impunité consiste en l'impossibilité de voir sanctionné·e·s les responsables d'atteintes aux droits humains ou les responsables de crimes environnementaux. Mais l'impunité est également l'impossibilité d'obtenir réparation des torts subis.

Ainsi, la lutte contre l'impunité, loin de se réduire uniquement à la lutte pour la sanction et la réparation des torts, a comme préalable la lutte pour la reconnaissance de la vérité. La connaissance – ainsi que la reconnaissance par toutes et tous – de ce qui est advenu, est le point de départ pour empêcher la perpétuation des crimes, donner gain de cause aux victimes et réparer leurs dommages. Il s'agit là d'un combat intimement politique.

Enfin, parler d'impunité, c'est analyser les mécanismes qui permettent, à celles et ceux qui bafouent les droits humains et qui continuent à détruire notre planète, de ne pas être inquiété·e·s et d'échapper aux poursuites et aux sanctions.

La lutte contre l'impunité est ainsi le combat pour un monde plus juste, solidaire et égalitaire. C'est pour toutes ces raisons que [La Cimade](#), association de solidarité active auprès des personnes migrantes, et [le CRID](#), collectif d'associations de solidarité internationale et de mobilisation citoyenne, dont La Cimade est membre, ont choisi d'organiser une journée de décryptage sur ce sujet.

Le sujet de l'impunité sera discuté sur des thématiques aussi brûlantes qu'actuelles comme les violences contre les personnes migrantes aux frontières extérieures de l'Europe ; les violations des droits du peuple palestinien et la déforestation de la forêt amazonienne.

La journée permettra de partager les constats que les ONG militant sur ces thématiques observent au cours de leurs missions ; par la suite, elle permettra de décrypter comment des situations d'impunité s'installent et perdurent dans le temps, ainsi que le rôle des États dans ce processus ; puis un temps d'échange sera organisé autour des mobilisations qui remettent concrètement en cause l'impunité. Grâce à la présence de porte-paroles de ces luttes nous souhaitons réfléchir collectivement, et d'une manière transversale, à la manière dont nous pourrions enrichir nos mobilisations pour combattre efficacement l'impunité.

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

9h30 : mots de bienvenue
9h40 à 10h00 : introduction
10h00 à 10h50 : première table ronde
10h50 à 11h20 : débat avec le public
11h40 à 12h30 : deuxième table ronde
12h30 à 13h00 : débat avec le public
13h à 14h00 : pause déjeuner
14h00 à 15h00 : troisième table ronde
15h00 à 16h00 : débat avec le public
16h00 à 16h30 : conclusions

Introduction : « De quoi l' « impunité » est-elle le nom ? »

Jean-François Dubost, Amnesty International, responsable du programme Protection des populations.

Ces propos introductifs nous permettront d'avoir une première définition du concept d'« impunité », de sa nature politique, du rôle des États dans l'installation de situations d'impunité afin de ne pas remettre en discussion certaines de leurs pratiques et de ne pas être sanctionné. Nous aborderons également le rôle de l'outil juridique et de ses limites dans la lutte contre l'impunité, ainsi que son instrumentalisation par les États afin de continuer à rester impunis.

Table-ronde n°1 : « Exemples d'impunité dans le monde : migrations, Israël-Palestine, environnement »

Table ronde introduite et modérée par **Charlotte Huteau**, intervenante bénévole, La Cimade Centre-Ouest

Loin de produire ses effets uniquement sur le plan symbolique et de l'éthique, l'impunité s'impose comme l'un des mécanismes fondamentaux des discriminations. La difficulté de sanctionner les responsables des violations des droits humains, voire d'en empêcher les agissements, ne fait qu'entretenir et approfondir ces mêmes violations.

Mise à distance, déni de droits et violences à l'égard des personnes exilées : le cas de la frontière entre la Grèce et la Turquie

Lorenz Naegeli, Alarm Phone

Apartheid, violations des droits humains et impunité institutionnalisée contre le peuple palestinien campagnes d'annexion : l'impunité de l'État israélien

Rania Muhareb, doctorante au Centre Irlandais des Droits de l'Homme de l'Université Nationale d'Irlande à Galway

Destruction de l'environnement et violations des droits humains par l'élevage bovin au Brésil : les responsabilités du groupe Casino dans la déforestation de l'Amazonie

Marine Calmet, chargée de plaider pour l'ONG Nature Rights

Échanges avec la salle

***** Pause*****

Table-ronde n°2 : « Les États, acteurs de la création et de la pérennisation de l'impunité »

Table ronde introduite et modérée par **Clémentine Rubio**, intervenante bénévole, La Cimade Centre-Ouest

Les États portent une responsabilité majeure dans la création et dans le maintien des situations d'impunité. Si le droit international est censé sanctionner et prévenir les agissements contraires aux droits humains et à l'environnement, les États inventent cependant des nouveaux outils pour se garantir l'impunité, se plient aux intérêts privés, voire signent des accords contraires au droit international qui reste inappliquée et bafouée.

De la coopération formelle à la coopération informelle entre États : la « déclaration commune » d'Union européenne-Turquie

Claudia Charles, Gisti

Le « principe de différenciation » de l'UE et le non-respect du droit international par Israël

Hugh Lovatt, analyste politique sur le Moyen-Orient et Israël-Palestine auprès de l'European Council on Foreign Relations

Les États contre les peuples et l'environnement pour servir les intérêts privés. Comment l'État brésilien et les États européens soutiennent la déforestation de l'Amazonie et les crimes contre les peuples autochtones

Glauber Sezerino, Co-président Autres Brésils

Échanges avec la salle

***** PAUSE DEJEUNER *****

Table-ronde n°3 : « Construire des mobilisations contre l'impunité : la parole à la société civile »

Table ronde introduite et modérée par **Valentin Prelat**, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID)

Si l'impunité sévit dans le monde en provoquant la perpétuation d'immenses dégâts humains et environnementaux, la société civile continue de se mobiliser afin de lutter contre elle, contre les violations des droits humains, contre les crimes environnementaux et afin d'imposer une société plus juste, solidaire et accueillante.

Bilan de la campagne « Frontexit » et nouvelles perspectives de mobilisation en faveur des personnes exilées

Brigitte Espuche, Migreurop

La campagne BDS, Boycott-Désinvestissement-Sanctions : les enjeux d'une mobilisation contre l'impunité d'État

Michèle Sibony, porte-parole de l'Union juive française pour la paix

Le principe du devoir de vigilance et la mise en demeure du Groupe Casino : un nouveau paradigme de lutte contre l'impunité des multinationales ?

Sébastien Mabile, avocat

Échanges avec la salle

Conclusion

Fin de la journée à 16h30
